

English
italien español
srpski português
العربية Deutsch

Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

www.mondialisation.ca Concernant le CRM Contact Devenez membre Magasin en ligne

Le 1 mai 2012 «Le printemps québécois»: manifestations et répression poli



- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Transnationales
- Pauvreté et inégalités sociales
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au terrorisme
- Droits humains et policiers
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements

Recherche

Archives

Index des Auteurs

RSS | Ce qu'est le RSS

Visitez notre site web
GlobalResearchTV
GRTV
GLOBAL RESEARCH TV

L'Union Pour la Méditerranée: L'Outil du Soft Power pour la Globalisation de l'OTAN.

par Julien Teil

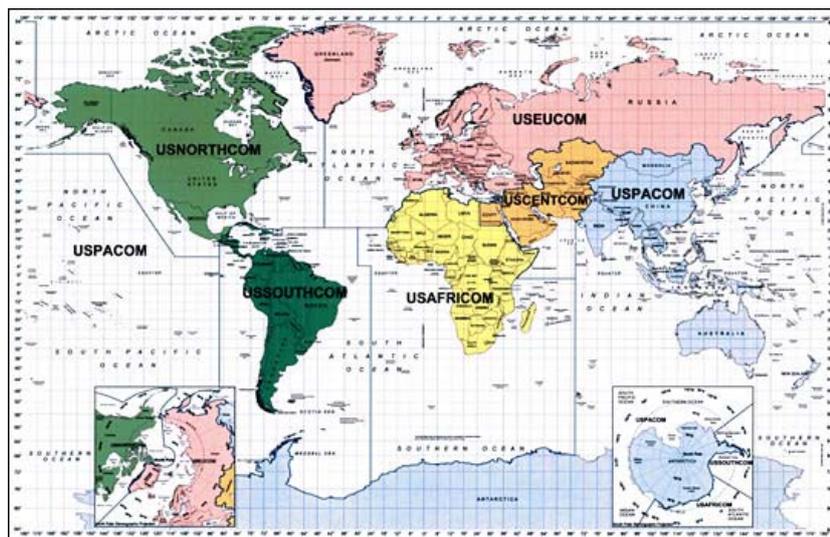


Mondialisation.ca, Le 24 avril 2012

Envoyer cet article à un(e) ami(e)
Imprimer cet article

0	submit	134	19
Digg ↑	reddit	Share	Tweet

La géopolitique des Etats-Unis tend à démontrer une farouche volonté de conserver une mainmise sur les armées des territoires conquis. La division géographique du monde en zones de responsabilités – responsabilité qui serait donc la leur – en est une preuve évidente. Dans cette perspective, L'OTAN est en réalité le résultat d'une conquête: celle des Nations Européennes occupées suite à la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Dans la poursuite de ces intérêts de globalisation de leur puissance et donc de vassalisation des Nations, l'OTAN a progressivement révélé son véritable dessein en poursuivant sa volonté d'élargissement malgré la chute de l'URSS à laquelle elle était vouée à faire contrepoids.



Source : http://www.defense.gov/home/features/2009/0109_unifiedcommand/

L'Inclusion des Politiques de Cooptation de l'OTAN par l'Union Européenne.

L'occupation de l'espace européen se concrétisa politiquement avec l'Union Européenne qui agit en tant que vassal des intérêts états-unis. L'UE renforce l'intégration de l'OTAN au sein de l'Europe et par extension établit une coopération sécuritaire et administrative avec les Etats-Unis. Lorsqu'en

1995, l'Europe se tourne vers ses voisins méditerranéens avec le Processus de Barcelone (ou EUROMED), une nouvelle voie est offerte aux Etats-Unis pour leur projet d'extension de leur hégémonie. Basé officiellement sur une volonté de créer des liens avec ses voisins méditerranéen, le projet mutera avec les efforts de Nicolas Sarkozy. En 2008, ces efforts sont récompensés et officialisent la création de l'Union Pour la Méditerranée (UPM) qui regroupera les 27 pays membres de l'UE ainsi que 16 voisins d'Afrique du Nord et du Moyen Orient. La nouvelle organisation régionale se donne alors pour objectif de « promouvoir l'intégration économique et démocratique » de ces 16 pays.



Sarkozy et l'Émir du Qatar, Hamad bin Khalifa-al-Thani à Paris lors du sommet de l'UPM, le 13 juillet 2008

Parmi ces pays, figurent des pays n'ayant aucune côte avec la mer Méditerranée comme la Mauritanie et la Jordanie. Mais ces derniers ont le bénéfice de faire partie du *Mediterranean Dialogue* de l'OTAN. Créée en 1994, cette initiative de coopération de l'OTAN regroupa dans un premier temps L'Egypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. Ils seront ensuite rejoints par la Jordanie (1997) et l'Algérie (2000). L'initiative permet notamment d'obtenir l'envoi de troupes égyptiennes, marocaines et jordaniennes au sein des Opérations de Maintien de la Paix menées par l'OTAN en Bosnie et au Kosovo[1]. En 2004, une nouvelle initiative de coopération est lancée par l'OTAN en Turquie cette fois. Il s'agit de l'*Istanbul Cooperation Initiative* (ICI) qui a accessoirement opéré la jonction du Conseil de Coopération du Golfe avec l'OTAN.[2] Cette initiative est une extension du *Mediterranean Dialogue* à laquelle elle est identique en dehors de son objectif géographique qui est le Golfe Persique. Ces deux initiatives se renforcent progressivement avec la création de l'Union pour la Méditerranée.

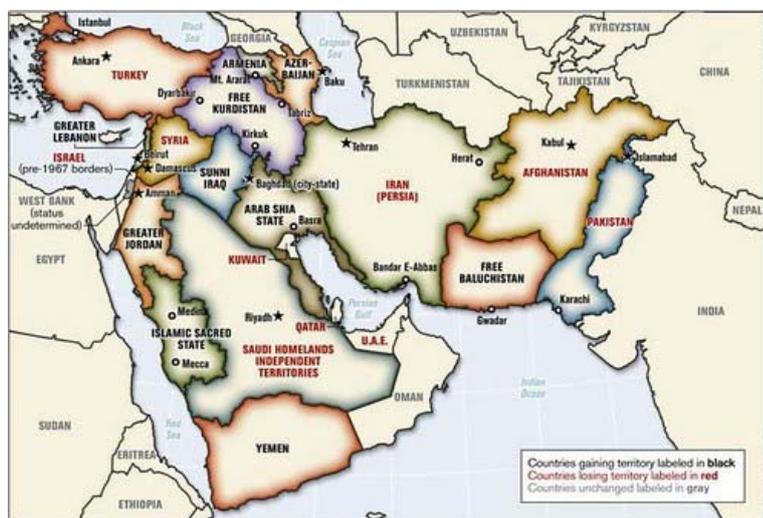


Carte des Partenariats de l'OTAN

Source de la carte : <http://www.nato.int/docu/update/2004/01-january/f0110b.htm>

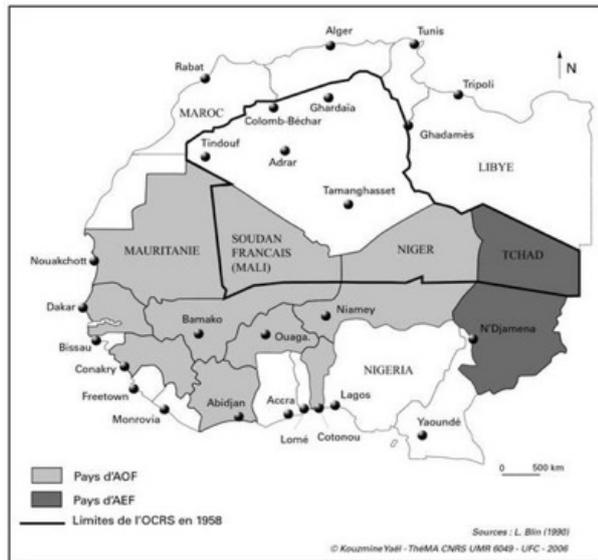
Les Etats-Unis et leurs alliés affichent donc une double stratégie: une stratégie de coopération militaire avec l'OTAN et une stratégie politique de *soft power* importée des Etats-Unis et pris en charge par l'Union pour la Méditerranée dont une des vocations est la « démocratisation » de ses pays membres. Sur le Continent africain, ce projet est perçu comme une concurrence directe, voir un moyen d'affaiblir l'Union Africaine, projet conduit par la Jamahiriya Arabe Libyenne. La Libye ne jouera d'ailleurs qu'un simple rôle d'observateur au sein de l'Union pour la Méditerranée. Le projet est de surcroît très favorable à la division géographique de l'Afrique selon le découpage imaginé pour installer AFRICOM ainsi que selon la carte inspirée du Conflit de Civilisation cher aux néoconservateurs. L'UPM détache l'Afrique du Nord du continent territorial, tout comme le proposent ces projections. Les pays du Moyen Orient membres de l'UPM (Liban, Jordanie, Syrie, Palestine) font quant à eux partie du projet de *Nouveau Moyen Orient* et sont au centre de la politique extérieure commune de l'Union Européenne, des Etats-Unis et d'Israël.

Le point commun de tous les pays de l'UPM est qu'ils ont tous été lors du siècle dernier soient des colonies, soient sous mandat de Nations Européennes. Ceci crée la possibilité d'utiliser l'expérience de ces Nations Européennes dans le remodelage, la déstabilisation et l'exploitation de ces pays. Par ailleurs, les problèmes domestiques rencontrés par ces pays sont souvent des conséquences de la colonisation, de l'ingérence et de projections stratégiques antérieures qui ambitionnaient déjà des projets de remodelages comme l'OCRS[3] ou le Mandat Français en Syrie[4].



REMDH ou le Soft Power Euro-Etatsunien.

Dés 1995, le Processus de Barcelone prépara le terrain à l'ingérence en demandant l'application de certaines recommandations relatives aux droits de l'homme. En Parallèle et officiellement pour concourir à l'application de ces recommandations, le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH) voit le jour. C'est lors d'une réunion organisée au Danish Institute for Human Rights à Copenhague en 1997, qu'une dizaine d'individus se réunit pour penser ce que serait ce réseau [5]. Le Danemark n'est pas un pays étranger à l'OTAN puisque dix ans plus tard, son premier ministre Anders Fogh Rasmussen, en deviendra Secrétaire Général. Par ailleurs, le Danemark est une des clefs du *Soft Power* dans la mesure où sa contribution financière aux ONGs internationales est bien supérieure à celle des Etats-Unis, ce qui se révélera être très utile pour le REMDH.



Le réseau opte dès le départ pour oeuvrer en coopération avec les objectifs du Processus de Barcelone mais aussi avec ceux de la Commission Européenne et des gouvernements et parlements des Pays Partenaires. Le sous-comité du Parlement Européen en charge des Droits de l'Homme, et celui en charge des questions politiques et sécuritaires coopèrent également avec le REMDH. Sur son site internet, le réseau se présente tout de même comme "un réseau composé de plus de 80 membres représentants des organisations de défense des droits de l'homme, des institutions et des personnes situées dans 30 pays de la région euro-méditerranéenne". Pourtant, le réseau décidera dès son baptême de favoriser la création d'un réseau international d'ONGs dépassant largement les frontières de l'Union Européenne et de la Méditerranée, en particulier de l'autre côté de l'Atlantique.

Les financements du réseau sont donc en parfait accord avec ces objectifs puisqu'ils proviennent premièrement de l'Agence Danoise de développement international (DANIDA), qui fut choisie par le réseau lui même pour premier collaborateur. Viennent ensuite les financements de la Commission Européenne (618,222 euros pour 2002), de plusieurs services de Ministères des Affaires Etrangères ou d'agences gouvernementales de pays européens: France (59,000 euros pour 2009), Espagne (125,000 euros pour 2006), etc. Des fondations extra-européennes comme la Fondation Ford (107,689 euros pour 2008) et la néo-zélandaise *Peace Foundation* apportent également de généreuses sommes au réseau. [6]

La Jonction avec la NED et le Lobby Pro-OTAN au Conseil des Droits de l'Homme.

La *National Endowment for Democracy* (NED), agence gouvernementale des Etats-Unis notoirement connue pour sa contribution aux changements de régimes, notamment *via* son ingérence dans des processus électoraux souverains, est également propre à semer la division dans la société civile de nombreux pays. Elle ne finance pas directement le REMDH mais est cependant parvenue, depuis au moins la période des guerres d'Afrique Centrale, à nouer des partenariats avec des ONGs européennes. Notamment avec la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) qui regroupe 164 ONG dans le monde. Le REMDH va contribuer à renforcer l'action de la NED en améliorant ses partenariats avec de grandes ONGs européennes – elles aussi membres du réseau- et très actives dans les Pays ciblés par Washington au moins depuis le « *Printemps Arabe* ».

Le *Cairo Institutes for Human Rights Studies* (CIHRS) est une ONG clef du réseau et est également membre de la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme). Elle fut fondée en 1993 par Bahey El Din Hassan qui fut élu membre du Comité Exécutif du REMDH lors de sa seconde réunion en 1997. En décembre 2011, il participa à une réunion de l'*Atlantic Council* co-organisée par le Rafik Hariri Center for the Middle East et portant sur le sujet de l'Egypte dont il est originaire. [7] Il fut notamment question de l'arrestation des membres d'Amnesty International, de *Human Rights Watch* et de la *National Endowment for Democracy* accusés d'ingérence dans les affaires égyptiennes.



Bahey El Din Hassan du Cairo Institute for Human Rights Studies à l'Atlantic Council, le 2 Décembre 2011.

Le CIHRS de Bahey El Din Hassan joue un rôle important car elle est en réalité l'organisation chargée du lobbying du REMDH et de la NED au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à Genève. L'organisation participe à un maximum de sessions concernant les Etats du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. Le concept d'ingérence étant le mot d'ordre de cette organisation, c'est également elle qui accuse certains gouvernements de violer les droits de l'homme afin d'obtenir le soutien du Conseil pour une intervention prétendument humanitaire. Ce fut le cas pour la Syrie, pour lequel Radwan Ziadeh, récipiendaire d'une bourse de la NED, put s'exprimer au nom du CIHRS lors de la 18ème Session Spéciale du Conseil des Droits de l'Homme [8]. L'organisation permet donc d'introduire d'autres organisations membres du REMDH au Conseil des Droits de l'Homme comme le *Damascus Center for Human Rights Studies* de Radwan Ziadeh. Ce dernier participe par ailleurs aux tables rondes remettant le *Democracy Award*, récompense offerte aux militants des droits de l'homme triés sur le volet par le département d'Etat étasunien. [9]

La Ligue Libyenne des Droits de l'Homme (LLDH) est également membre du REMDH depuis 1999, et y fut officiellement représentée par Ali Zeidan qui deviendra plus de dix ans plus tard le porte parole du CNT Libyen ainsi qu'un négociateur des intérêts pétroliers de la Libye avec les puissances qui l'attaquent. Ali Zeidan fut également à l'origine de la légende des prétendus 6000 morts de la répression de Kadhafi. La LLDH accusa également le gouvernement libyen d'un tas d'exactions non-documentées lors de la 15ème Session Spéciale du Conseil des Droits de l'Homme en Février 2011. Ces éléments, sans enquête préliminaire, furent successivement pris au sérieux par le Conseil des Droits de l'Homme puis par l'Assemblée Générale. Ils devinrent ensuite la justification des Résolutions 1970 et 1973 du Conseil de Sécurité. Pourtant, ces allégations ne reposaient sur aucune preuve et plusieurs ministres du Conseil National de Transition libyen étaient auparavant – ou au même moment- également membre de cette Ligue Libyenne des Droits de l'Homme. [10]



Sliman Bouchuiguir lors de la 15ème Session Spéciale Du Conseil des Droits de l'Homme.

Quant à son secrétaire général et porte parole au Conseil des Droits de l'Homme Sliman Bouchuiguir, il est depuis devenu ambassadeur de la « Libye libre » en Suisse et fut l'auteur en 1979 de « L'Utilisation du Pétrole en tant qu'Arme Politique: Un Cas d'Etude de l'Embargo Arabe sur le Pétrole de 1973 ». [11] Cette étude fut réalisée sous la responsabilité de Bernard Reich à la *Washington University*. Bernard Reich est un des grands théoriciens de la politique commune des Etats-Unis et d'Israël au Moyen Orient et s'intéresse également à la politique d'Israël en Afrique. Il est un grand défenseur du Projet de *Nouveau Moyen Orient*. Il est en outre consultant pour un nombre incroyable d'instituts, notamment pour l'Atlantic Council. [12]



Suzanne Nosel, nouvelle Directrice Exécutive d'Amnesty International depuis le 2 Janvier 2012.

Le REMDH a également accrédité une liste de « Membres Associés » au réseau. Certaines organisations sont bien connues pour leur lien avec le département d'Etat Américain comme Amnesty International. Sa nouvelle Directrice Exécutive, Suzanne Nosel, arrive fraîchement du Bureau de la Mission Permanente des Etats-Unis aux Nations Unies.

La présidente de sa branche française, Geneviève Garrigos, fut la première à déclarer sous la pression manifeste de la chaîne de communication du Ministère des Affaires étrangères, France 24, « nous avons reçu des informations comme quoi Kadhafi aurait des mercenaires » avant de reconnaître cinq mois plus tard que « ceci n'était qu'une rumeur diffusée dans les médias ». [13]

-C'est sa branche Suisse, cette fois en la personne de Manon Schick, qui exprima publiquement la nécessité d'une opération militaire pour sécuriser une possible « mission humanitaire » en Syrie. [14]

Parmi les autres membres du réseau figurent également des organisations très actives dans la diffusion du message d'ingérence humanitaire à la fois dans les médias et au sein du Conseil des Droits de l'Homme comme *Human Rights Watch USA* où Susan Nosell a également exercé en tant que Chargée des Opérations. [15]

Ces prétendues ONGs sont en réalité des Organisations Para-Gouvernementales dont l'objectif est clairement d'introduire le concept d'ingérence dans les régions où l'OTAN et ses alliés souhaitent intervenir pour poursuivre leurs intérêts géostratégiques. Ces ONGs agissent en contradiction totale avec les statuts d'ECOSOC (Conseil Economique et Social des Nations Unies), office chargé de les accréditer. Elles ne devraient en effet pas recevoir de fonds de gouvernements pour obtenir certaines accréditations. [16] Il est maintenant connu que cette contrainte peut facilement être contournée par l'intermédiaire des financements de grandes fondations, de réseaux, mais aussi par l'intermédiaire de la NED et des nombreux partenariats qu'elle parvient à créer. Ces organisations n'entretiennent pas nécessairement de liens avec des services de renseignement étrangers mais se comportent comme ces services de renseignement: elles collectent des informations sur la situation des pays et fabriquent la propagande qui sera ensuite distillée au Conseil des Droits de l'Homme. Mais aussi, elles nuisent à la véritable Société Civile locale: la divisent et la privent de sa légitimité, tout en recrutant en son sein les individus et organisations qui suivront leur agenda politique.

AFRICOM: L'OTAN Humanitaire pour l'Afrique.

L'Organisation des Nations Unies, dont la Charte et la structure ont été imaginés afin de permettre l'expression des Etats souverains et elle a pour but de promouvoir un dialogue permettant une stabilité internationale. Elle semble malheureusement avoir été complètement corrompue par certaines puissances dont l'arrogance et le déclin conjugués, les poussent de plus en plus à agir derrière ces prétendues ONGs. Ce simple constat devrait amener à une réflexion quant aux intentions mêmes de ces ONGs dont les résultats sont incontestablement nuisibles à l'équilibre international.

Dans ce contexte, le Réseau Euro-méditerranéen des Droits de l'Homme apparaît finalement pour ce qu'il est: une entreprise commune des Etats-Unis et de l'Union Européenne pour parvenir au projet ultime: la globalisation de l'OTAN. Dans un premier temps, il s'agissait de priver les Nations Européennes de leur souveraineté, de les occuper et d'intégrer leurs armées dans l'OTAN. Dans un second temps, il fallut coopter la politique étrangère de ces mêmes Nations au profit de l'OTAN. Ces Nations doivent alors mettre en application les stratégies d'intimidation du *Soft Power*, visant à créer des prétextes humanitaires d'intervention. Enfin, il s'agira ensuite de coopter les voisins et anciennes colonies des Nations Européennes comme c'est actuellement en cours avec AFRICOM (Commandement Armé des Etats-Unis pour l'Afrique). AFRICOM a pour vocation de devenir un OTAN de l'Afrique et entraîne déjà depuis 2002 de nombreuses troupes africaines. C'est en réalité AFRICOM qui mena les premières opérations contre la Libye, l'OTAN n'interviendra qu'en second. Quant à la doctrine du *Soft Power*, et sa *Responsabilité de Protéger*, qui a -comme on le sait- tant protéger les vies libyennes, elles sont mises en oeuvre par ce Réseau Euro Méditerranéen des Droits de l'Homme dont les objectifs sont désormais connus.

Julien Teil

[1] Security cooperation with the Mediterranean region and the broader Middle East

<http://www.nato.int/docu/mediterranean/secopmed-e.pdf>

[2] Istanbul Cooperation Initiative http://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_58787.htm?

[3] *L'Organisation commune des régions sahariennes*, (OCRS) s'étalait dans le Sahel et le Sahara. Elle comprenait le Mali, le Niger, le Tchad, et L'Algérie. Le but alors recherché par la France était la réunion de toutes les ressources importantes de la région dans un même Etat pour en faciliter l'extraction (Gaz, Pétrole et Uranium). Le projet fut abandonné avec l'accroissements des mouvements de libération africains. La France dissolva le projet suite à l'indépendance de l'Algérie en 1962.

[4] Le Mandat Français en Syrie (1920-1946) découlait directement des accords de Sykes-Picot. Plusieurs projets furent imaginés mais tous étaient basés sur l'idée d'un découpage communautaire de la Syrie. Certaines revendications communautaires contemporaines au mouvement d'opposition à Bachar Al Assad qui a démarré début 2011 étaient à l'origine proposées par la France lorsqu'elle était la puissance mandataire.

[5] Report from the Founding Meeting of the Euro-Mediterranean Human Rights Network (1997) <http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=OCDgQFjAB&url=http%3A%2F%2Fwww.euromedrights.org%2Ffiles.php%3Fforce%26file%3Dreports%2Femhrn-report-1997-1.pdf&ei=IHSRT9qZDI2hQfGrJybBA&usq=AFQjCNFDsPfkS8tKdIF6VAopg3riw6VqAw>

[6] Core Network Documents: <http://www.euromedrights.org/en/permalink/3055.html>

[7] The Atlantic Council's Rafik Hariri Center for the Middle East held a lunch discussion with **Bahey El Din Hassan**, Director of the Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS) and one of Egypt's leading human rights activists, on December 2, 2011. <http://www.acus.org/event/discussion-egypt-bahey-el-din-hassan>

[8] Intervention de Radwan Ziadeh lors de la 18 Session Spéciale du Conseil des Droits de l'Homme. <http://www.unmultimedia.org/tv/webcast/2011/12/cairo-institute-18th-special-session-human-rights-council.html>

[9] Syrie: Ingérence ou Médiation ? – Centre pour l'Etude de l'Ingérence- <http://www.youtube.com/watch?v=w4d7hwYjslk>

[10] Guerre Humanitaire en Libye: Il n'y a pas de preuves ! http://www.youtube.com/watch?list=PLCB002CA22CCB7713&feature=player_embedded&v=koYzkEWHtQA

[11] *The Use of Oil as a Political Weapon: A Case Study of the 1973 Arab Oil Embargo* http://books.google.fr/books/about/The_use_of_oil_as_a_political_weapon.html?id=G7NbNQAACAAJ&redir_esc=y

[12] Dr Bernard Reich ; Lectures, Presentations and Seminars <http://www.nbrconsulting.com/DrReich/lectures/universities-us.shtml>

[13] Les Mercenaires de Kadhafi et la Division de l'Afrique:



[14] Op cit. Syrie: Ingérence ou Médiation ? – Centre pour l'Etude de l'Ingérence- <http://www.youtube.com/watch?v=w4d7hwYjslk>

[15] Pour une biographie plus complète de Suzanne Nosel, consulter: <http://www.youtube.com/watch?v=-qTSWe2UJ3c>

[16] Introduction to ECOSOC Consultative Status <http://csonet.org/index.php?menu=30>

Julien Teil est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca. Articles de Julien Teil publiés par Mondialisation.ca





JABONG COM
BUY ANYTHING UNDER ₹999
• FREE SHIPPING • CASH ON DELIVERY • 30 DAYS RETURN

Step Off!

FRANK

FIFA AND adidas

Shop Now ▶

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission d'envoyer la version intégrale ou des extraits d'articles du site www.mondialisation.ca à des groupes de discussions sur Internet, dans la mesure où les textes et les titres ne sont pas modifiés. La source doit être citée et une adresse URL valide ainsi qu'un hyperlien doivent renvoyer à l'article original du CRM. Les droits d'auteur doivent également être cités. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: crgeditor@yahoo.com

www.mondialisation.ca www.mondialisation.ca contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: crgeditor@yahoo.com

© Droits d'auteurs Julien Teil, Mondialisation.ca, 2012

L'adresse url de cet article est: www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=30503

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-2009 Mondialisation.ca
Site web par [Polygraphx Multimedia](#) © Copyright 2005-2009